

Intervention de Gérard Piel, président du Groupe Front de Gauche

Ce rapport nous permet de dénoncer la casse des politiques contractuelles qui unit l'état et la région.

En quelques années, l'acharnement de ce gouvernement à détruire toutes planifications partagées se double de sa volonté d'asphyxier les collectivités, en particulier les régions et les départements.

Cette politique où le dédain et le cynisme font bon ménage, se concrétise par la réforme territoriale, véritable outil de destruction de la démocratie.

Au-delà des reculs que constitue la suppression d'une des rares élections avec une dose de proportionnelle et la scandaleuse disparition de la parité, cette loi va encore plus éloigner les citoyens de leurs décisions, va réduire toute volonté de démocratie participative, va créer les métropoles afin de supprimer les régions et les départements.

Ces mégalo-poles dont les contours évoluent en fonction des intervenants, vont concentrer les pouvoirs, les finances, vont exacerber la concurrence entre les territoires, entre les hommes.

La gouvernance de cette nouvelle structure sera technique, les préfets deviendront des gouverneurs.

Enfin, les conseillers territoriaux, espèce hybride d'élus, auront moins de pouvoir de décision que vous, mes chers collègues, ou que les conseillers généraux dans les départements.

Cette loi ne doit pas être appliquée !

D'ici 2014, il y a 2012. Permettez-moi de m'adresser à mes amis de la majorité, nos partis doivent clairement afficher leur volonté d'abroger cette loi si la gauche gagne en 2012 !

Le deuxième étage de la fusée réactionnaire, c'est la RGPP (Réforme Générale des Politiques Publiques). En réalité, la casse du service public couplée aux privatisations, véritable bradage de biens publics, répond aussi à la volonté d'effacer tout ce qui fait la spécificité de notre pays depuis des décennies.

Dans le même temps où notre système de retraite est mis à mal, où l'Education nationale est maltraitée, la régression sociale gangrène notre société.

Depuis l'avènement de Sarkozy, 100 000 postes de fonctionnaire ont été supprimés, 34 000 suppressions sont prévues pour 2011.

L'emploi, la santé, les transports, le développement durable, la sécurité, la jeunesse, le sport, la justice, l'éducation, l'aménagement du territoire font les frais de ces coupes claires.

La région va-t-elle construire des lycées sans professeur ? Va-t-elle acheter des T.E.R. sans cheminot ?

Voilà en quelques mots dans quel contexte ce rapport nous est présenté. C'est d'une manière énergique la façon de dire au gouvernement : Stop !

Assez de reniements ! Assez de renoncements ! Tenez vos engagements !

Nous ne sommes pas dupes, ce démantèlement social, ce mépris d'un développement maîtrisé et concerté, c'est l'application d'une politique européenne décidée à Lisbonne mais, que je sache, les Français ont dit non en 2005 comme ils disent non, aujourd'hui, au pire gouvernement réactionnaire qui a dirigé le pays depuis des décennies.

Gel de 66 millions sur trois ans, de 170 millions sur cinq ans, apprend-on un soir devant la télévision.

Volonté d'entraîner la région dans des politiques qu'elle n'a pas choisies y compris que sa majorité combat.

Volonté de taper à la caisse en utilisant l'enseignement avec la scandaleuse manipulation concernant les manuels scolaires qui sont changés pour la rentrée scolaire sans concertation ni financement !

Que dire de l'affirmation imbécile « qu'il n'y aura pas de création de poste d'enseignant pour le lycée de Drap ! »

Que dire des rodomontades du Président de la République après la catastrophe du Var, mais où est la DDE ? Où sont les services préfectoraux ? Démantelés ! Supprimés !

Les habitants de Provence Alpes Côte d'Azur ont clairement exprimé leur choix le 21 mars 2010, s'ils avaient voulu la régression sociale, écologique, démocratique, ils auraient voté pour monsieur Mariani !

Un pouvoir qui ignore le choix des citoyens, qui impose malgré tout son diktat, c'est la démocratie qui est en cause.

La région PACA entre en résistance et pour notre part, elle doit travailler avec les autres régions pour constituer un véritable front contre la politique de régressions sociales et de recul de civilisation du pouvoir.

Le groupe Front de Gauche partage la finalité du rapport. Nous souhaitons que le dispositif régional qui va positionner nos crédits se fasse sur les priorités que nous avons portées pendant la campagne électorale :

- Jeunesse avec la gratuité des T.E.R.
- Emploi avec les aides conditionnées à la création de poste, réelle.
- Logement social avec la rénovation thermique et l'incitation des communes à respecter la loi SRU.

· Equipements de proximité pour le sport et la culture mais aussi les maisons de santé, de services publics. Notre action en faveur de la réappropriation publique de l'eau, de l'énergie, du traitement des déchets.

Enfin, même si cela va de soi cela va mieux en le disant, nous continueront nos actions sur nos compétences, constructions et rénovations des lycées, mise à niveau du réseau T.E.R., modernisation des Chemins de fer de la Provence.

Nous serons aux côtés de celles et ceux qui souffrent, qui ont le plus besoin d'un bouclier social ! L'écart grandissant chaque jour un peu plus entre le peuple et la petite caste, la bande du Fouquet's devient insupportable.

Je vous le dis, cher collègue de l'opposition républicaine, en particulier à ceux qui sont lucides, ouvrez les yeux ! Regardez l'état du pays. Comment pouvez-vous cautionner cette débâcle sociale, économique ? Comment cautionner ces reculs écologiques ?

Réagissez ! Prenez vos responsabilités ! Un peu de courage.